

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

La guerre au Moyen-Orient est une tragédie humaine majeure. En outre ses conséquences économiques sont déjà visibles à l'échelle mondiale, et donc dans notre pays, en particulier sur les prix de l'énergie. Un courrier intersyndical a été adressé au ministre de l'Éducation nationale pour que des mesures d'urgence soient prises comme l'injection de points dans les grilles pour toutes les catégories, le dégel du point d'indice ainsi qu'une augmentation immédiate du montant de l'Indemnité de Sujétion Spéciale de Remplacement (ISSR) et des frais de déplacements. Les traitements indiciaires des agent-es ont perdu près d'un quart de leur valeur en euros constants en vingt-cinq ans. Dans ce contexte inflationniste, les personnels se retrouvent en difficulté financière simplement pour aller travailler, en particulier les personnels les plus mal rémunéré-s ou contraint-es par l'organisation de leur travail : AED, AESH, titulaires remplaçant-es, personnels sociaux et de santé, non titulaires, personnels en service partagé... Par ailleurs, cette crise confirme qu'il est plus que temps d'accélérer la décarbonation de nos sociétés et la transition vers des énergies renouvelables.

Les questions salariales sont le premier frein à l'attractivité du métier, mais il est clairement établi que les conditions de travail qui se sont fortement dégradées pèsent lourd dans le choix des étudiant-es de passer, ou non, les concours de la fonction publique et de l'éducation nationale en particulier. Ces conditions dégradées sont également déterminantes dans les arrêts maladie des collègues à bout, ou dans les demandes de démission ou rupture conventionnelle. Mais que répond le gouvernement ? Il décide de supprimer 4 000 postes d'enseignants. Le ministre brandit l'argument de la démographie, dramatisant aux yeux de l'opinion publique les millions d'élèves en moins dans les années à venir. Il ne s'agit pas de nier cette baisse démographique, mais bien de poser le sujet dans sa globalité. La démographie ne peut être un alibi pour une loi de programmation pluriannuelle de suppressions d'emplois alors que nous avons les classes les plus chargées d'Europe. Il faut donc envisager l'avenir en prenant en compte la réalité des conditions d'enseignement aujourd'hui, la réalité de nos métiers plus difficile qu'il y a 20 ans, les élèves qui ont changé et qui doivent grandir dans un monde plus complexe. Avoir plus d'adultes formés dans les écoles et établissements pour travailler dans des classes moins chargées, prendre en charge enfin efficacement la grande difficulté scolaire et le handicap, reconstituer les RASED, reconstruire le remplacement... voilà ce qui devrait guider l'action politique. Notons au passage que le ministre se garde bien d'évoquer la démographie du côté des personnels et d'ouvrir le chantier de l'aménagement des fins de carrière...

Les collègues saturent et se sentent coupables de ne pas réussir à faire correctement leur travail. Malgré de nombreux signaux d'alerte, le ministère maintient son pilotage par les résultats aux évaluations nationales, imposant une organisation et un management qui ne répondent pas aux besoins réels des élèves.

Pour venir compléter ce tableau, plutôt que d'améliorer les conditions de travail pour réduire les arrêts maladie, après la journée de carence, les 10 % en moins en cas d'arrêt maladie, le gouvernement a décidé d'attaquer certains droits des fonctionnaires concernant le temps partiel thérapeutique ou encore certains droits à autorisation d'absence. Ces projets ont recueilli l'unanimité des avis des organisations syndicales contre eux tant ils sont des reculs pour nos professions et qu'ils ne prennent pas en compte le sens de la fonction publique, son organisation du travail. La FSU rappelle aussi ici que ces projets vont à rebours des campagnes sur l'égalité femmes-hommes. Dans nos professions féminisées, ils sont des attaques directes envers la santé physique et mentale des femmes. Toutes ces mesures vont à l'encontre de tous les discours : elles ne sont qu'atteintes aux droits, dégradation des conditions de travail et augmentation des inégalités.

Le gouvernement vit dans un monde parallèle et détruit toujours un peu plus les services publics et la fonction publique, pourtant considérés comme des remparts aux inégalités. En matière de monde parallèle, le ministère de l'Éducation nationale n'est pas en reste. D'un côté, une éducation prioritaire malmenée et laissée à l'abandon depuis 10 ans, des collèges dits en progrès qui n'ont pas reçu véritablement de moyens pour faire face à la difficulté scolaire, de nombreux établissements et écoles au bord de l'asphyxie et... le ministre sort de son chapeau... un concours général des collèges. Il fait donc le choix de l'élitisme et de l'entre-soi plutôt que la réussite de toutes et tous.

Avec 33 postes à rendre pour notre département, aucune création de postes de titulaire remplaçant n'est envisagée alors que le département est en tension quasiment tout au long de l'année. La seule réponse à cette question est la mise en place d'un nouvel outil ARIA ++ qui ne change rien, ou presque, au remplacement moins moins ! Les changements ? rupture du lien direct entre remplacé-es et remplaçant-es, suppression des ISSR en cas de renfort.

Lorsque l'on prétend porter le projet d'une école égalitaire et émancipatrice, lorsque l'on explique aux enseignant-es être à leurs côtés pour les accompagner et diminuer les souffrances de plus en plus fortement ressenties, votre projet de carte scolaire est incompréhensible mais également complètement déconnecté de vos propres écrits.

Dans le document préambule de cette carte scolaire, voici ce qu'on peut lire :

"- les moyens pour la rentrée 2026 sont renforcés au service de la réussite des élèves

- amélioration significative des conditions d'enseignement

- le projet de carte scolaire [...] s'inscrit pleinement dans le principe d'équité sociale et territoriale. Une attention particulière sera portée à chaque école afin de tenir compte de leurs caractéristiques et situations propres, dans une approche tout à la fois qualitative et prospective"

Voici la traduction concrète de ces belles paroles :

- il ne s'agit même plus de faire "glisser" quelques élèves de GS en élémentaire, mais des cohortes entières, qui sont retirées de la maternelle entraînant une fermeture (ou évitant une ouverture) et des effectifs dépassant 28 pour les classes restantes !

- des écoles bien connues pour leurs difficultés récurrentes : caractéristiques similaires aux écoles classées Éducation prioritaire, pourcentage élevé d'élèves à besoins particuliers, accueil d'urgence... subissent des fermetures !

- une école REP qui perd non pas 1 mais 2 classes ! D'autres écoles REP et REP+ avec des effectifs au-delà de 25 élèves hors classes « dédoublées »,

- des fermetures ou non ouvertures qui entraînent des triples-niveaux jusqu'à 30 élèves, des doubles-niveaux jusqu'à 32 en élémentaire !

- des créations d'ULIS moins importantes qu'annoncé au CSA-A, et implantées dans des écoles sans aucune concertation, ni même la moindre discussion avec les équipes enseignant.es avant le CSAD du 30 mars.

Amélioration des conditions d'enseignement... Vraiment ?? Comme nous l'avons dénoncé, la baisse démographique est sans commune mesure avec l'accroissement des difficultés du métier, la dégradation des conditions de travail, l'usure.... et l'accroissement des difficultés sociales vécues par les familles, que l'École subit de plein fouet. Elle ne sert que de justification à des économies budgétaires ! Et toujours sans création de postes de remplaçant-es, ni de postes en RASED alors que des écoles/classes/élèves ne peuvent jamais bénéficier de leur expertise tant les besoins sont nombreux ailleurs...

Manque-t-il de l'audace et de l'engagement à notre académie pour faire remonter nos réels besoins au Ministère ? Faut-il attendre que les situations, sur lesquelles nous allons revenir pendant cette instance, explosent l'année prochaine pour que soient réellement prise la mesure des difficultés dont vous serez responsables ? Soyez audacieux, pendant une semaine, venez prendre une classe de 30 élèves de cycle 3 sur trois niveaux, ou une maternelle en REP de 26 PS/MS, ou une classe de CP à 24 avec 3 inclusions sans AESH, ou une classe de la PS au CP à 25. Nos élèves et nos classes ne sont pas des chiffres à additionner et diviser pour mesurer un E/C vide de sens.

Ce n'est pas un retrait de 33 postes qu'il fallait à notre département, mais bien une dotation supplémentaire d'au moins 33 postes ! C'est pourquoi, la FSU-SNUipp demande de revenir dès aujourd'hui, sans attendre les ajustements de juin, sur les situations les plus critiques.

La FSU n'en restera pas là. La FSU appelle à faire du 1er mai une grande journée de mobilisation pour la paix, les droits des travailleuses et des travailleurs et leurs salaires, pour l'égalité et contre l'extrême droite.